

Grand Débat Nationale
Fiscalité
Organisation de l'Etat et des services publics

Débat Organisé à Bordeaux, le 6 mars 2019 de 18 h à 21 h

En présence de Madame la Députée Catherine FABRE.

Secrétaires : Clarisse et Alexandre

Compte-rendu rédigée par : Alexandre

➤ Fiscalité

- Plus de contrôle de la fraude à la TVA, notamment la fraude intercommunautaire.
- Rechercher une fourchette de convergence des taux de TVA et d'impôt sur les sociétés au niveau intercommunautaire.
- La TVA apparaît comme un impôt juste car plusieurs taux suivant le type de produits et de services.
- Mise à plat des niches fiscales.
- Mise en place d'objectifs annuels de récupération de la fraude fiscale avec la mise en place d'inspecteur des impôts avec un réel travail d'enquête.
- La plus grosse partie de l'impôt sur le revenu pèse sur un faible nombre de foyer fiscaux. L'assemblée semble partagée sur l'universalité de l'impôt sur le revenu et sur la mise en place de montant fixe en remplacement du quotient familiale.
- Augmenter le nombre de palier de CSG.
- Trop de charges sur le travail.
- L'assemblée est très majoritairement contre la remise en place de l'ISF.
- L'assemblée ne semble pas vouloir remettre en cause la fiscalité des mutuelles malgré leurs rôle dans la prise en charge de frais de soins.
- Fiscalité carbone.
- Améliorer la progressivité de l'imposition.
- Légalisation et fiscalisation de la vente de cannabis à usage récréatif.
- L'assemblée n'est pas d'accord sur une recherche de mutualisation de la dette avec d'autres pays de l'UE et sur la création de monnaies locales pour favoriser les circuits courts.
- Mise en place d'un contrat de stabilité fiscale car trop d'insécurité pour les entreprises.

➤ Organisation de l'État et des services publics

- Suppression du Sénat et du CESE ; puis, après débat contradictoire, la majorité s'accorde sur le maintien du bicamérisme mais avec une réflexion à avoir sur le mode de scrutin pour les Sénateurs. La diminution du nombre de parlementaires et la remise en cause de certains avantages.
- Trop peu d'alternance au Sénat.
- Moins de parlementaires pour plus de collaborateurs pour un travail plus profond, notamment de contrôle.
- Remise à plat de la rémunération de tous les élus (députés, sénateurs, membres du Conseil Constitutionnel) de la République et des hauts fonctionnaires.
- Remise en cause des avantages des anciens Présidents de la République.
- Trop d'élus par habitant.
- Demande de transparence et d'information à la population sur les dépenses publiques : demande de mieux flécher et comprendre les dépenses. Le grand public ignore les proportions par type de dépenses.
- Manque de moyens dans le système judiciaire (délai de traitement trop long, complexité des réglementations). Dépense pour ce poste par habitant bien trop faible pour un pays comme le nôtre.
- Trop grand nombre de communes dans le pays : l'intercommunalité serait un meilleur niveau.
- Prendre plus souvent en compte les avis et rapport de la cours des comptes et du Conseil Économique Social et Environnemental.
- L'utilisation du dossier médical partagé est trop peu généralisé. Nomination d'un coordinateur pour ce dossier pour une meilleure visibilité. Revoir le rôle du médecin référent.
- Généralisation du tiers payant avec la Sécurité Sociale en avance de fond, pour les professionnels, avant remboursement par mutuelle.
- Pourquoi la sécurité sociale Alsace/Lorraine fonctionne mieux que sur le reste du territoire. Exemple à prendre en compte.
- Travailler sur une meilleure prévention des pathologies.
- La société actuelle est trop accés sur ses avantages personnels et non sur le bien commun. Ce n'est pas l'État mais les entreprises qui créent de la richesse. Que va-t-il rester aux futures générations (« Des dettes ! »).
- Comment faire mieux sans augmenter la pression fiscale voire la diminuer.
- La France est un pays où la redistribution des richesses est importante via les prestations sociales, héritage des années d'après-guerre. Une remise à plat pour une rationalisation voire une diminution des aides sociales semble avoir l'assentiment de l'assemblée.
- Manque de réalisme des citoyens. Il faudrait mettre en place un document afin d'informer la population sur le coût réel des aides sociales et médicales utilisées et/ou reçues durant l'année. Faire de même pour le coût d'une année scolaire et de l'ensemble des services publics.
- Optimisation du découpage administratif. Redéfinition des compétences et rôle de chacun pour éviter les chevauchements.
- Problématique que la fracture territoriale entre les grandes villes face aux métropoles et les villages face au monde rural.
- Le redécoupage des régions est un échec, il n'a pas permis la mutualisation des services et donc la diminution des effectifs. Il aurait plutôt fallu supprimer les départements et conserver des régions à taille humaine.
- Création du prix du citoyen pour les gros contribuables qui jouent le jeu sans avoir recours aux montages d'optimisation fiscale.
- La fonction publique est bloquée par des statuts. Il faut optimiser et réorganiser l'État et les territoires en fonction des missions propres.
- Demande de retour d'une cohésion nationale.
- Être plus attentif et mieux contrôler les dépenses de travaux et de création de bâtiments.
- Manque d'évaluation de l'action publique.

- Aller au bout de l'autonomie des Universités notamment dans le recrutement des enseignants-chercheur.
- Suppression de la carte scolaire avec la mise en place de fond supplémentaire pour les écoles en zones défavorisées.
- Trop d'Etat, besoin de décentralisation.
- L'Etat doit se concentrer sur ses missions propres.
- Perte de sens parfois pour les fonctionnaires et questionnement sur la réforme à venir.